

Lapeyre: la CGT craint jusqu'à 933 suppressions d'emplois

Le syndicat CGT du groupe Lapeyre, en passe d'être racheté par l'allemand Mutares à Saint-Gobain, craint jusqu'à "933 suppressions d'emplois d'ici 2023", des chiffres sur lesquels la direction reste muette.

"Nous craignons précisément 112 suppressions en 2021, 753 en 2022 et 68 en 2023, la fermeture de 19 magasins et de cinq usines de production (sur 10)", a affirmé à l'AFP Hervé Grillon, délégué syndical CGT de Distrilap, filiale de Lapeyre qui détient les 124 magasins du groupe.

Interrogée par l'AFP, la direction de Lapeyre n'a pas démenti ces chiffres, jugeant néanmoins "obsolètes" les "éléments" parus dans la presse et notamment mercredi dans Les Echos. Le quotidien parle du "plan de Mutares, repreneur choisi par Saint-Gobain, qui supprimerait 800 emplois", fermerait 19 magasins et quatre des dix usines françaises, un plan "périmé", juge Saint-Gobain.

"Opération financière"

"Le business plan va être travaillé une fois que la cession sera effective, et que la direction de Mutares aura bien pris connaissance de Lapeyre et de son fonctionnement", a précisé la direction de Lapeyre à l'AFP mercredi.

Pour M. Grillon, les chiffres cités sont "tirés d'un business plan de Mutares" datant du mois de septembre. "Saint-Gobain va doter Lapeyre de 245 millions d'euros, une somme mise sous le contrôle d'une fiducie et fixée grâce au business plan". Il y voit "un lien évident de causalité" et craint une "casse sociale" sans précédent.

C'est "clairement" une opération financière "avec un plan social déguisé", dit-il.

"On donne tous les moyens pour financer des projets d'avenir", avait déclaré le groupe à l'AFP fin novembre, estimant qu'il y avait des garanties suffisantes pour permettre à Mutares de développer le groupe.

Entreprise fondée en 1931

Saint-Gobain "souhaite travailler en profondeur avec les partenaires sociaux et ouvrir un accord de méthode qui permettra de mettre sur la table les différents scénarios à analyser", a déclaré mercredi à l'AFP une porte-parole du groupe. Elle souligne que "Mutares s'est engagé à maintenir durablement un outil industriel en France et prévoit d'investir fortement".

Une rencontre entre Mutares et les instances représentatives du personnel est prévue le 5 janvier, selon la CGT.

Créé en 1931, Lapeyre distribue une gamme de produits d'aménagement de la maison (fenêtres, portes, cuisines, salles de bain, rangements...) pour les professionnels et les particuliers. L'entreprise était entrée dans le giron du groupe Saint-Gobain en 1996 et compte environ 3.500 salariés.

La cession, dont le bouclage est prévu au premier trimestre 2021, reste soumise à la consultation des instances représentatives de Lapeyre et à l'approbation de différentes autorités de la concurrence.